

# Le conflit armé sera-t-il généralisé ?

PAR AUGUSTA CONCHIGLIA

*Les pays du racisme, soutenus par l'Occident, multiplient les agressions. Des plans se préparent pour destabiliser des régimes révolutionnaires.*

● Situé entre l'Afrique indépendante et celle des régimes d'oppression coloniale (« *A la frontière de la liberté* », dit le président Samora Machel), le Mozambique joue un rôle clef dans l'actuelle histoire de l'Afrique. A cause de l'aide active qu'il accorde aux mouvements de libération africains et à cause de la politique intérieure qu'il a décidé de mener, le Mozambique a déjà payé un lourd tribut en vies humaines et en biens matériels détruits.

A la fin de janvier 1979, à Maputo, le président Samora Machel avait déclaré aux membres du bureau de coordination des pays non alignés : « *Nous sommes réunis dans un pays qui, depuis quatorze ans, est contraint de vivre sur le pied de guerre. Il y a eu la lutte pour la libération et, aujourd'hui encore, nous subissons de constantes attaques impérialistes, lancées par l'intermédiaire du régime illégal de Salisbury. Lors de ces agressions notre population est massacrée et nos infrastructures économiques sont détruites.*

Depuis 1977, en effet, des milliers de combattants du Front patriotique et de civils installés dans les camps de réfugiés ont été tués, non seulement dans la zone frontalière, mais aussi au cœur même du pays. L'objectif d'une des dernières attaques a été le paisible centre rizicole de Chokwe, à 180 kilomètres seulement de Maputo.

Depuis 1978, pour amplifier l'action de l'armée régulière de Salisbury, des commandos sont entraînés sur le territoire rhodésien. Composées de contre-révolutionnaires mozambicains et de mercenaires, ces bandes se baptisent « Front de libération » ou « Front de résistance » et on y retrouve, en fait, ces fascistes portugais auxquels l'indépendance a fait perdre de véritables empires agricoles et industriels. Elles s'infiltrèrent dans le pays, recrutent, à prix d'or, des traîtres qui leur facilitent les opérations de reconnaissance, et elles constituent



**Mozambicains massacrés**  
*Les crimes des racistes*

une véritable cinquième colonne. Elles s'attaquent, de préférence aux coopérants étrangers installés dans des endroits isolés (il s'agit de les décourager), et aux centres vitaux de l'économie nationale. Le 24 mars dernier la destruction d'un dépôt de carburant et la mise hors d'état de la centrale électrique de Beira (deuxième ville du pays) ont fait trois millions de dollars de dégâts. Ce fut un nouveau pas dans l'escalade contre le régime révolutionnaire du Frelimo.

Il s'agit de dissuader le Frelimo d'aider les combattants zimbabwéens. et aussi de ravager l'économie du Mozambique pour le placer dans une situation intenable. « *Ce qu'ils veulent, a déclaré en substance le président Samora Machel, c'est, en détruisant notre économie, nous contraindre à nous placer dans l'orbite de l'impérialisme, c'est nous rendre totalement dépendants de l'Afrique du Sud, et donc prouver par là que*

*le socialisme est impossible en Afrique, et aussi pour freiner la diffusion des idées progressistes au Zimbabwe et dans tout le continent.* »

En fait, Pretoria aurait des ambitions encore plus vastes. Un vieux projet sud-africain, un moment oublié, est remis à l'ordre du jour. Il consisterait à créer une zone de sécurité et un espace économique d'une importance vitale qui s'étendrait sur toute la partie de l'Afrique située au sud des fleuves Cunene et Zambeze. On mettrait en place, dans cette zone, une « constellation d'Etats » ultra-réactionnaires qui seraient liés à l'Afrique du Sud par un « pacte de sécurité et de coopération ». Le ministre sud-africain des Affaires étrangères, Pik Botha, l'a publiquement annoncé et il a même déclaré que, très probablement, avant la fin de 1979, la Rhodésie, la Namibie, le Swaziland, le Transkey et le Botswana adhèreraient à ce pacte.

En manœuvrant ouvertement pour que soient reconnus les gouvernements fantoches rhodésien et namibien, Londres et Washington ont pratiquement donné le feu vert à Pretoria pour la réalisation de ce projet. Pik Botha avait encore déclaré : « *Au sud des fleuves Zambeze et Cunene vivent 40 millions de personnes. Plusieurs Etats y existent et d'autres vont être créés que rien n'empêchera de se joindre au pacte commun.* »

D'autre part, poussant jusqu'au bout son programme de « bantoustanisation », l'Afrique du Sud, peu à peu, se transformerait en un Etat entièrement blanc.

Sous prétexte de défendre ses intérêts économiques et de protéger des vies humaines (celles des colons, cela va de soi), cette Afrique du Sud blanchie ferait appel à l'aide directe des puissances impérialistes qui prévoient d'ailleurs la création d'une flotte euro-américaine de l'océan Indien qui serait basée dans l'île de Diego Garcia.

Peut-être ces prévisions sont-elles un peu trop noires, et beaucoup d'observateurs doutent que l'Afrique du Sud puisse réaliser son ambitieux projet. Mais combien de ces observateurs avaient-ils prévu, en 1975, que les forces combinées de l'Afrique du Sud et du Zaïre envahiraient les trois quarts de l'Angola.

Le président Machel ne doute pas que, dans la période à venir, l'Afrique australe va courir de graves dangers et il n'hésite pas à le dire. « *L'intensification des attaques lancées contre notre pays prend des proportions telles qu'il est clair qu'on veut plonger le sud de l'Afrique dans un conflit armé généralisé, conflit qui justifierait une intervention directe des forces impérialistes.* »

A. C.